

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2017 n°17

20 septembre 2017

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:
 - ◇ INSTAT
 - ◇ DRPSIAP
 - ◇ CPS
 - ◇ Observatoires
- LES UTILISATEURS ET NOUS

L'Initiative Africaine des indicateurs de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (IASITI), de 2007 à 2012, a initié une série de renforcement de capacités des Experts des pays d'Afrique dans le domaine de l'élaboration et de l'utilisation des Indicateurs STI pour contribuer à l'amélioration des politiques inhérentes aux niveaux national, régional et continental.

Editorial

Le deuxième trimestre de l'année 2017 a été caractérisé essentiellement par l'organisation de la Revue du Schéma Directeur de la Statistique.

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 17 du « KHI-DEUX » qui entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du deuxième trimestre 2017.

A cette fonction de diffusion des activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter comme d'habitude deux rubriques plus spécifiques.

La première intitulée « Dossier du trimestre » se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale

ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.

Ce numéro traite du thème « Enquête Nationale sur la Science, Technologie et Innovation 2016 »

La seconde rubrique, inti-



Harouna KONE
Directeur Général de l'INSTAT

tulée « Les utilisateurs et nous », permet de recueillir les points saillants de l'interview accordée à un utilisateur de données

statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Monsieur Alasane DIALLO, Responsable des Relations publiques avec l'Administration et Plaidoyer à l'Agence pour la Promotion des Investissements (API) que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

Dossier du trimestre : Enquête Nationale sur la Science, Technologie et Innovation 2016

La Science, Technologie et Innovation (STI) est le moteur de croissance de toute économie et du développement durable. En effet, les pays qui ont investi dans les STI ont enregistré des gains économiques importants, des avantages environnementaux et ont obtenu une amélioration du bien-être de leur population.

Dans l'optique de mesurer les résultats atteints en Afrique dans le domaine de la Recherche et Développement et Innovation le Nouveau Partenariat pour le

Développement de l'Afrique (NEPAD) a lancé l'Initiative Africaine des Indicateurs de la Science, Technologie et Innovation (IASTI/ASTII) dans le but de cerner le niveau d'avancement des systèmes de la science, technologie et innovation en Afrique en vue d'améliorer sa qualité.

L'IASTI, de 2007 à 2012, a initié une série de renforcement de capacités des Experts des pays d'Afrique dans le domaine de l'élaboration et de l'uti-

lisation des Indicateurs STI pour contribuer à l'amélioration des politiques inhérentes aux niveaux national, régional et continental.

En effet il est sorti des séries de formation non seulement la nécessité de faire la collecte de données en STI, mais aussi l'utilisation des indicateurs y afférent comme base de données pour l'élaboration des politiques et de leurs révisions.



Moins de 0,35% du PIB sont prévu à la R&D par le Budget de l'Etat pour les cinq dernières années (2011 à 2015); 41,7% du personnel de R&D sont des Chercheurs qui sont en majorité dans le Gouvernement (56,6%) et 10,5% des chercheurs

L'ensemble d'indicateurs fondamentaux actuels est réparti en Indicateurs d'Intrants comme Humain, Activités et Dépenses en R&D et d'Extrants tels que les Brevets, Publications et Innovations.

Deux phases se sont déjà déroulées à savoir pendant 2007 et 2012, la 3^e phase a concerné la période mi 2014 à 2016 et a été intégré dans l'appui de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (Asdi) dans son projet d'« amélioration de la qualité, de la disponibilité et de l'analyse des données statistiques pour les besoins des utilisateurs » piloté par l'INS-TAT.

L'objectif principal de la collecte est de fournir aux décideurs et aux autres utilisateurs, des informations sur les innovations faites par les entreprises, les ressources humaines et financières mises à la disposition des institutions de recherche au Mali.

Méthodologie de collecte de données de la R&D et innovation

La mesure de la R&D et Innovation se fait auprès des Institutions de recherche et des Entreprises privées évoluant dans le pays.

Il s'agit de collecter les données quantitatives et qualitatives auprès des Institutions de recherche et des Entreprises privées.

Pour la méthode de collecte, il s'agit d'un sondage pour l'innovation et en ce qui concerne la R&D, un recensement exhaustif de toutes les institutions de recherche a été effectuée, donc pas d'inférence statistique, alors pas de base de sondage.

Pour ce faire des fiches de collecte ont été élaborées pour recueillir des informations sur :

La Recherche et Développement:

- ◆ le personnel par profession ;
- ◆ l'année personne de la R&D ;
- ◆ les dépenses publiques

consacrées à la R&D ;

- ◆ les dépenses intérieures brutes à la R&D

Innovation:

- ◆ les caractéristiques des entreprises innovantes et non innovantes ;
- ◆ les catégories d'innovation que les entreprises mettent en œuvre ;
- ◆ la nature des activités d'innovation que les entreprises mènent ;
- ◆ les dépenses d'innovation ;
- ◆ les liens dans les processus d'innovation ;
- ◆ les méthodes utilisées pour la protection des innovations ;
- ◆ les facteurs influant sur l'innovation.

Deux types de questionnaire ont été utilisés pour la collecte des données à savoir un sur la R&D et l'autre pour l'innovation. S'agissant de la R&D il en existe 4 questionnaires selon le secteur d'activité de la recherche comme l'entreprise privée, le Gouvernement, l'Enseignement supérieur et les Organisations non Gouvernementales (ONGs). Pour le budget alloué à la R&D, une lettre a été envoyée à la Direction Générale du Budget (DGB).

Quelques résultats de l'enquête :

- * moins de 0,35% du PIB sont prévu à la R&D par le Budget de l'Etat pour les cinq dernières années (2011 à 2015) ;
- * 24,376 milliards de FCFA ont été engagés dans la R&D dont 99,1% sont financés par les Organisations non Gouvernementales - ONG (50,3%) et le Gouvernement (48,8%) ;
- * 41,7% du personnel de R&D sont des Chercheurs qui sont en majorité dans le Gouvernement (56,6%) ;
- * 10,5% des chercheurs sont des femmes ;
- * plus d'un quart (26,8%) des Entreprises ont introduit des produits neufs ou considérablement améliorés entre 2013 et 2015 ;
- * quatre Entreprises sur dix (44,2%) abandonnent à l'étape conceptuelle ;
- * un quart des Entreprises (25,0%) spécifie que leur

innovation est une première au Mali.

Conclusion

La réalisation de cette étude est effectuée en collaboration avec le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST). La collecte auprès des Institutions de Recherche et les Entreprises n'a pas été du tout facile. Cela est dû à la méthode de collecte utilisée et le temps dont elles disposent pour répondre aux questionnaires.

Les résultats auxquels nous sommes parvenus indiquent la présence de la R&D et innovation au Mali malgré la conjoncture issue la crise de 2012. Les dépenses publiques engagées dans la R&D sont loin d'atteindre le 1% du PIB comme souhaité par l'ASTII.

Les recommandations faites sont entre autres :

- ◆ financer à hauteur de souhait la R&D et Innovation dans le cadre de la PNSTI (Gouvernement et Partenaires) ;
- ◆ établir un lien entre R&D et Innovation et développement au Mali (Entreprises et Institutions de R&D) ;
- ◆ utiliser les résultats de la R&D locale pour les besoins de l'innovation (Entreprises et Institutions de R&D) ;
- ◆ mettre un accent à la politique de recrutement des femmes dans le domaine de la R&D (Gouvernement) ;
- ◆ mettre un dispositif plus léger dans la gestion des fonds compétitifs à la recherche et l'innovation technologique (Gouvernement).





La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuie l'Institut National de la Statistique et ses démembrés en vue d'atteindre les objectifs du système Statistique National du Mali tout en améliorant les performances individuelles des agents et les capacités d'interventions

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

INSTAT

Dans le domaine des statistiques économiques, l'INSTAT a publié :

- les Bulletins de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) des mois de mars et avril 2017 ;
- l'Indice des Matériaux de Construction (IMC) des mois de février, mars et avril 2017 ;

Il a également publié :

- le rapport d'analyse de l'EMOP 3ème passage 2016 ;
- le rapport d'analyse de l'enquête nationale de la Science, Technologie et Innovation (STI) 2015 au Mali

Enfin, l'INSTAT a publié le bulletin trimestriel « KHI-DEUX N° 16 ». Ils sont tous accessibles sur le site de l'INSTAT et support papier.



L'INSTAT a, au cours du deuxième trimestre, organisé la revue 2017 du SDS qui avait pour objet de procéder au suivi des activités du SSN devant servir de cadre de concertation et de dialogue pour une gestion efficace des activités statistiques.

Elle a été financée par l'Etat malien à hauteur de 16 millions de FCFA.

Il a également organisé en partenariat avec le CFP-STAT l'animation d'un certain nombre de modules au CFP-STAT qui avait pour objectif de contribuer à la formation et au perfectionnement des agents du SSN en techniques statistiques de Base.

L'INSTAT a aussi participé aux revues régionales du CREDD dans les régions de Sikasso et de Ségou.

Ces revues financées par l'UE en partenariat avec la CT-CSLP avaient pour objectif de procéder au suivi-évaluation des Politiques Publiques au niveau régional.



L'INSTAT a participé du :

- 1er au 18 avril 2017 à Gao dans les communes de N'Tillit, Gabero, Sony Aliber, Gounzoureye, Anchawadi et Tilemsi à la collecte des données auprès des ménages bénéficiaires du Programme de filets Sociaux Jigiséméjiri au Mali ;
- 24 au 26 Avril 2017 à Ségou à l'atelier de finalisation du Modèle d'Analyse de la pauvreté Multi-dimensionnelle des enfants du N-MODA ;
- 23 au 29 Avril 2017 à Koulikoro à l'atelier re-traité pour l'étude conceptuelle de la base de données sur l'enregistrement des exploitations agricoles et des Entreprises Agricoles familiales ;
- 21 au 27 Mai 2017 à Koulikoro à l'atelier-retaite pour la validation de la base des données pour l'enregistrement des exploitations agricoles et des Entreprises Agricoles familiales ;

- 28 Mai au 1er Juin 2017 à Kayes à l'atelier régional sur les objectifs de développement Durable ;

- 28 Mai au 2 juin 2017 à Tabakoro à la session sur

Climat et résilience des ressources naturelles et des personnes qui en dépendent ;



- 24 Mai au 2 Juin 2017 à Sikasso et Mopti à la supervision Nationale de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP) ;
- 29 Mai au 10 juin 2017 à Kati à la supervision de la collecte des statistiques des fait d'état civil auprès des centres d'état civil ;
- 20 au 24 juin 2017 à Sikasso à la supervision de la collecte de données IPPI, IHPI renouvé, EOH1 et ICA ;
- 10 au 11 juillet 2017 à Koulikoro à la journée Mondiale de la population.



Photo de groupe (Voyage d'étude sur la Communication à Dakar)



Photo de groupe (Atelier sur le PTA de l'INSTAT à Koulikoro)

1. La DRPSIAP de Bamako

La DRPSIAP de Bamako a, au titre des rencontres, participé à la revue du Schéma Directeur de la Statistique au Centre National du Patronat. La Revue du Schéma Directeur de la Statistique est une plateforme devant servir de forum d'échanges, de discussions et d'informations sur les activités du Système Statistique National.

Elle a regroupé les structures du SSN, les PTF et la Société Civile.

Elle a également participé à l'atelier de dissémination sur le Rapport National du Développement Humain (RNDH 2016) organisé par l'ODHD.

L'objectif de cet atelier était de partager avec les participants les résultats du RNDH 2016 afin de recenser leurs observations pour renforcer les recommandations formulées.

Financé par le PNUD, cet atelier tenu dans la salle de Conférence du Gouvernorat du District de Bamako a regroupé les services techniques régionaux, les PTF et la Société Civile.

Elle a également participé aux assises du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et d'Evaluation du PRODESS III. Ces assises avaient pour objectif d'évaluer la troisième année (2016) de mise en œuvre du PRODESS III et d'élaborer le Plan Opérationnel 2018 axé sur les résultats pour l'atteinte des objectifs annuels du PRODESS III du District de Bamako.

Financées par le Budget National, ces assises tenues dans la salle de Conférence du Gouvernorat du District de Bamako ont regroupé les services techniques régionaux, les PTF et la Société Civile.

Elle a enfin participé à la Revue Annuelle du Secteur de l'Administration Territoriale, de la Fonction Publique et de la Sécurité Intérieure en vue d'examiner les documents suivants :

- le budget programme,
- le cadre partenarial,
- le rapport d'activité et

- le plan d'action et de faire le point sur les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des politiques et stratégies dans les secteurs concernés.

Financée par le Budget National, cette revue tenue dans la salle de Conférence du Palais de la Culture a regroupé les structures techniques du secteur, les CPS et la DRPSIAP/DB.

Au titre du mouvement du personnel, un Agent Technique de la Statistique a été affecté à la Direction Régionale du Budget de Ménaka.

2. DRPSIAP de Gao

Au titre des rencontres la DRPSIAP de Gao a participé à Bamako au Suivi des Contrats Plans Etat/Région (CPER) pour un suivi régulier de ces contrats plans.

Financée par le Projet d'Appui Institutionnel au Processus de Régionalisation au Mali (PAIR).

Cette rencontre a regroupé les Conseils Régionaux, les Conseillers aux Affaires Economiques et Financières des Gouverneurs, les DRPSIAP, les Directeurs Généraux des Agences de Développement Régional (ADR).

Elle a aussi participé à l'atelier d'évaluation à mi-parcours du Projet de Reconstruction et de Relance Economique (PRRE).

Financé par la Banque Mondiale, cet atelier avait pour objectif d'évaluer le PRRE en vue de permettre une meilleure orientation des futures actions.

Elle a également participé à Mopti à l'atelier régional d'appropriation, de formation et d'identification des cibles de Développement Humain Durable (ODDD) sur financement du Budget National et du Système des Nations Unies.

L'atelier avait pour objet d'établir en fonction des régions, une liste de cibles

prioritaires sur les cent soixante-neuf (169) cibles convenues au niveau national afin de les intégrer dans les politiques et stratégies de développement régional et national et de contribuer à l'atteinte des ODD au Mali.

L'atelier a regroupé: les Conseils Régionaux, les Conseillers aux Affaires Economiques et Financières des Gouverneurs, les DRPSIAP, les Directeurs Généraux des Agences de Développement Régional (ADR).

Elle a également participé à Mopti aux ateliers régionaux de dissémination du Rapport National sur le Développement Humain, édition 2016 sur le thème « Migration, développement humain et lutte contre la pauvreté au Mali »

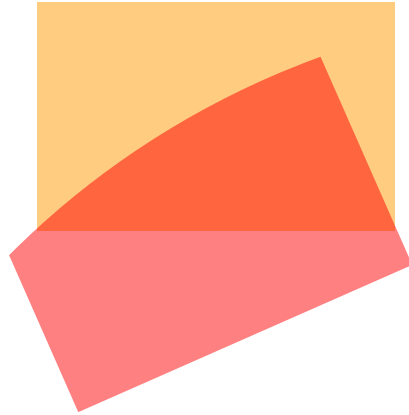
L'objectif général des ateliers régionaux de dissémination visait à porter à la connaissance les résultats du rapport et de recenser leurs propositions en vue de renforcer les recommandations formulées.

Sur financement du Budget National/Fonds PNUD, ces ateliers ont regroupé les représentants des organisations de la société civile (ONG, associations, groupements, etc.), de l'administration publique, du secteur privé, des partenaires techniques et financiers, des élus, des enseignants et chercheurs, des étudiants et de la presse.

La DRPSIAP de Gao a aussi participé à Bamako à la Revue 2017 du Schéma Directeur de la Statistique dont l'objectif principal est de servir de forum de discussions et d'information sur les activités du Système Statistique National.

Financée par l'INSTAT, elle a regroupé Les représentants des services centraux du SSN, des DRPSIAP ? de la Société Civile, du Secteur Privé et des PTF.

Elle a aussi participé à Gao à l'atelier du projet d'appui

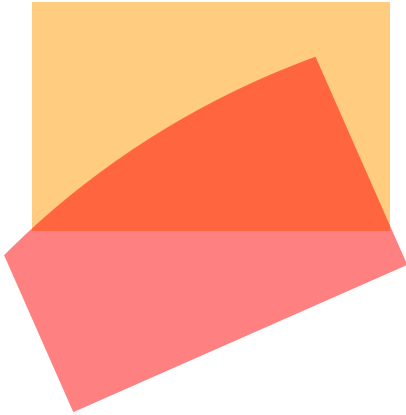


DRPSIAP de Ségou, réunion sur la mercuriale des prix

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Personnel DRPSIAP District de Bamako



Projet Hydro-électrique de Gouina

Cet atelier qui avait pour objectif de mobiliser les ressources pour le financement des CROCSAD a regroupé: ADR, ANICT, DRPSIAP, AUTORITE INTERIMAIRE.

Elle a participé à Bamako à la Revue 2016 de mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016 - 2018), des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de la Stratégie Commune d'Accompagnement Pays (SCAP) du 21 au 23 juin 2017.

Cette revue qui a regroupé les représentants des services techniques des départements ministériels, la société civile, le secteur privé les collectivités territoriales, les PTF, avait pour objectif de :

- analyser la performance des politiques publiques dans la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable et des Objectifs de Développement Durable ;
- proposer des solutions stratégiques et opérationnelles pour améliorer la performance des politiques publiques ;
- effectuer un état de la mise en œuvre de la SCAP et proposer sur la base des contraintes et limites identifiées, des solutions d'amélioration ;
- proposer des options budgétaires à prendre en considération pour les arbitrages techniques et politiques du projet de Loi de Finances et du Cadrage macro-économique et budgétaire 2017/2019.

Elle a aussi participé à Gao à la rencontre pour l'harmonisation des interventions conformément à l'Accord Cadre qui a regroupé l'Administration, les services techniques, les ONG, société civile.

Elle a enfin participé à Gao à l'atelier d'évaluation du plaidoyer avec les acteurs régionaux sur la mise en œuvre des composantes sexo-spécifiques

de leurs politiques.

Financé par CRS et CARITAS, cet atelier qui avait pour objectif d'évaluer le niveau de mise en œuvre des composantes sexospécifiques des politiques a regroupé les services techniques, et la société civile.

Au titre du mouvement du personnel, la DRPSIAP de Gao a enregistré le départ d'un agent de la catégorie B muté à la Direction Générale du budget.

Autres faits importants

- Rencontre entre DRPSIAP, ANICT et ADR sur le financement des CROCSAD; La rencontre a été initiée par le Chef d'Antenne ANICT de Gao pour mobiliser les ressources pour le financement des CROCSAD compte tenu de la faiblesse des fonds alloués pour l'organisation des sessions des CROCSAD.
- Appui à l'organisation de la rencontre sur le ciblage des projets dans le cercle de Bourem. Rencontre organisée par l'ONG TASSAG

3. DRPSIAP de Kayes

Au titre des rencontres, la DRPSIAP a participé à la session de formation des gestionnaires de la base OISE de la région de Kayes sur le Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation (DCPND) 2015 - 2024.

Cette rencontre tenue dans la salle de formation de l'antenne PADRE GIZ à Kayes avait pour objectif de rendre opérationnel le suivi-évaluation de la décentralisation dans la région de Kayes autour des indicateurs DCPND.

Financé par PADRE GIZ, cet atelier a enregistré la participation de :

- trois cadres de la DRPSIAP,
- des sept Chefs SLPSIAP, d'un cadre de l'Agence de Développement Régio-

nal de Kayes.

Cette rencontre a permis :

- d'outiller les bénéficiaires aux indicateurs DCPND, les méthodes de collecte des données, les modes de calcul et le rapportage ;
- de développer les capacités d'animation pour une validation des données à partir des cadres de concertation CLOCSAD et CROCSAD;
- d'installer la nouvelle version actualisée OISE sur les ordinateurs de la DRPSIAP/ SLPSIAP ;
- partager les fiches de collecte des données avec la DRPSIAP/



DRPSIAP—Sikasso

SLPSIAP Résultats attendus

Les résultats ci-après sont attendus à l'issue de la formation :

- les agents du plan ont, chacun en ce qui le concerne, une maîtrise parfaite de son rôle dans le suivi-évaluation de la décentralisation ;
- les agents du plan en charge de la collecte des données, ont une maîtrise parfaite d'administration des fiches de collecte des données, des modes de calcul des indicateurs, du rapportage des indicateurs DCPND ;
- la version actualisée OISE est installée sur tous les ordinateurs des agents du plan;
- un chronogramme de collecte des données est établi avec les agents du



Rencontre de cadrage des services régionaux en charge des questions de planification dans le cadre de l'élaboration des Programmes transfrontaliers de Développement Local des deux espaces Kéniéba - Saraya et Bakel - Kayes

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.

Les Cellules de Planification et de Statistique (CPS)

1. CPS Secteur Mines et Energie (CPS/SME)

Au titre des rencontres, la CPS a participé à Bamako à la formation sur la Gestion Axée sur le résultat (GAR) dont l'objectif est de former les participants à la démarche GAR et les sensibiliser aux principaux outils stratégiques et opérationnels.

Financée par le MEF, cette rencontre a regroupé les CPS et d'autres structures.

Elle a également participé à Bamako à la formation sur la Budgétisation Axée sur le Résultat (BAR).

Cette rencontre financée par le MEF avait pour objectif d'accompagner la mise en œuvre des directives du nouveau cadre harmonisé des finances publiques en contribuant au renforcement des capacités du nombre important de cadres. Elle a regroupé les CPS et d'autres structures.

Au titre des Missions et Appuis Techniques, elle a participé à la mission de supervision conjointe des projets d'électrification rurale des localités de Toubacoura et Tabakoto.

Cette mission de cinq (5) jours de l'AMADER avait pour objectif de voir les réalisations physiques du projet, les installations et d'apprécier sommairement la contribution du projet dans le cadre de vie des bénéficiaires.

2. CPS Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaine de l'Etat (CPS/SEEUDE)

Au titre des opérations spéciales, la CPS a participé aux travaux de suivi du financement de l'eau potable, de l'Assainissement et de l'Hygiène « TrackFin ».

Financés par l'OMS, l'UNICEF et Water Aid à hauteur de 57468400 Fcfa, ces travaux avaient pour objectif de mieux comprendre le financement du secteur WASH. Ce suivi a pour partenaires les structures techniques de l'Etat, les ONG et les PTF.

Au titre des rencontres, la CPS a participé au Comité de pilotage TrackFin tenu à l'Hôtel Plaza dont l'objectif est de faciliter et d'orienter la mise en

œuvre de l'initiative TrackFin au Mali.

Financé par l'OMS, ce Comité a regroupé les structures de l'Eau et de l'Assainissement, l'INSTAT, la DGCT, l'ANICT, le Budget et la Direction Nationale de la Santé.

3. CPS Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure (SATFPSI)

Au titre des faits Importants, la CPS a participé :

- à la validation des documents techniques de l'Etude pour l'élaboration des Profils de Pauvreté et l'établissement de la situation de Référence des Objectifs de Développement Durables dans les communes du Mali;
- à l'examen et à la validation des outils de collecte de l'Enquête sur la main d'œuvre auprès des entreprises du secteur formel (ENMO 2017);
- à la validation de la Note d'Orientation de l'étude pour l'élaboration des Profils de Pauvreté et l'établissement de la situation de référence des Objectifs de Développement Durables dans les communes du Mali.

4. CPS Secteur Industrie, Artisanat, Commerce et Promotion de l'Investissement Privé (CPS/SIACPIP)

Au titre des rencontres, la CPS a participé à l'atelier de validation du questionnaire de l'enquête sur la main d'œuvre auprès du secteur moderne ENMO.

Tenu le 26 Mai 2017 à l'ONEF, cet atelier a regroupé l'ONEF et toutes les structures du SSN.

Elle a également participé à la Session Technique de la 5^{ème} Revue du SDS.

Tenue le 15 et 16 Mai 2017 au CNPM, cette session a regroupé les services du SSN et autres structures nationales et régionales.

Elle aussi participé à la CPS/Education aux travaux de rédaction des différents chapitres du RESEN dont l'objectif est l'Elaboration du Rapport d'Etude du Système Educatif National.

Financés par l'UNICEF, ces travaux ont regroupé les

structure du MEN et du MEFP.

Au titre des publications Réalisées, la CPS a collecté du 23 Mai au 1er Juin 2017 les données de la Revue sectorielle 2016.

Au titre des missions et appuis techniques, la CPS a participé :

- du 10 au 23 Mars 2017 à la mission d'appui à l'élaboration des Budgets Programmes du MDI MC MAT MEFP. L'objectif de cette mission est l'Elaboration du Budget/Programme;
- du 10 au 23 Mars 2017 à la mission d'appui à l'élaboration du DPPD-PAP du MDI MC MAT MEFP dont l'objectif est l'Elaboration du DPPD-PAP;
- d'Avril à Juin 2017 aux travaux de rédaction des différents chapitres du RESEN sur financement UNICEF.

Ces travaux avaient pour objectif l'Elaboration du Rapport d'Etude du Système Educatif National.

5. CPS Secteur Santé, Développement Social et Promotion de la Famille (CPS/SSDSPF)

Au titre des opérations spéciales, la CPS a procédé à l'élaboration du schéma Directeur du système national d'information sanitaire et social (SD-SNISS) 2017-2019 en vue de contribuer à l'amélioration de l'état sanitaire et social de la population en fournissant des informations en temps réel, nécessaires à l'organisation du système socio-sanitaire. Cette opération qui a duré 3 semaines a été financée par les Pays-Bas.

Au titre des missions et appuis techniques, la CPS a participé à la formation sur l'analyse secondaire de l'équipe technique des comptes de la santé et rencontre de concertation sur l'utilisation des résultats de recherche pour les prises de décisions: les résultats des comptes de santé comme études de cas.



CPS Secteur Coopération et Intégration

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



CPS Secteur Equipement, Transport et Communication

LES OBSERVATOIRES:

1. Observatoire du Développement Humain Durable et de Lutte Contre la Pauvreté (ODHD/LCP)

Au titre des Opérations spéciales, l'ODHD a participé à la formation sur la Gestion Axée sur les Résultats et le Suivi évaluation.

L'objectif est d'effectuer la mise à niveau du personnel des projets sur la Gestion Axée sur les Résultats et le Suivi évaluation.

Cette formation de 4 jours financée par le PNUD a regroupé le personnel des projets PNUD.

Il a également participé en collaboration avec la Direction National de la Population (DNP) aux travaux sur le dividende démographique au Mali dont l'objectif est de valider la feuille de route nationale pour la capture du dividende démographique au Mali.

Financés par le FNUAP, ces travaux d'une journée ont regroupé :

- Services techniques de l'Etat ;
- Organisations de la société civile
- Acteurs privés.

Il a enfin participé aux travaux sur le dividende démographique au Mali dont l'objectif est de former les cadres nationaux pour la mise en place d'un Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD) au Mali.

Financés par le FNUAP, ces travaux de douze (12) jours ont regroupé :

- Les services techniques de l'Etat ;
- Les organisations de la société civile
- Les acteurs privés.

Au titre des rencontres, l'ODHD a organisé à Bamako l'atelier de validation de la Note technique d'orientation pour l'élaboration des profils de pauvreté communale.

Il s'agit d'élaborer des profils

de pauvreté et d'établir la situation de référence des Objectifs de Développement Durable dans les communes du Mali.

Financé par l'ODHD, cet atelier a regroupé :

- L'équipe de l'ODHD



Agence Nationale pour l'Emploi

- Les services techniques régionaux
- Les organisations de la société civile
- Les acteurs privés.

2. Observatoire du Marché Agricole (OMA)

Au titre des rencontres, l'OMA a participé aux ateliers de formation tenus à Mopti, Ségou et Kita dont l'objectif est le recyclage des agents (enquêteurs).

Financés par le Programme de Restructuration du Marché Céréalière (PRMC), ces ateliers ont regroupé cinquante (50) participants.



Observatoire du Marché Agricole

Au titre des protocoles et conventions, l'OMA a participé à l'étude de marché dans les Communes de Gao et de Bourem (Région de Gao) dont les signataires sont l'OXFAM et l'OMA.

Au titre des publications, l'OMA a publié les rapports hebdomadaires des prix et

quantités des produits agricoles à travers le Net et sur support papier.

Il produit aussi le Reflet portant sur la production des céréales, des produits halieutiques, des produits non Céréalières et des Intrant.

Ces informations sont accessibles sur le site web de



Direction Nationale des Archives

l'OMA et sur support papier. Il a également mis à disposition des utilisateurs les informations sur les prix et les quantités de tous les produits agricoles (céréales, poissons, produits maraichers et les semences et équipements agricoles).

Il a également publié le rapport mensuel des flux transfrontaliers.

Ce rapport disponible sur Internet et sur support papier met à disposition les quantités des produits agricoles importés et exportés.

Il a enfin publié le Bulletin trimestriel Riz accessible sur Internet et sur support papier.

Ce Bulletin met à disposition les données sur le marché international du riz.



Agence pour la Promotion des Investissements



CPS Secteur Coopération et Intégration

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

LES UTILISATEURS ET NOUS

Points saillants de l'interview de Monsieur Alasane DIALLO Responsable Relations publiques et Plaidoyer de l'Agence pour la Promotion des Investissements.



Pour ce numéro, l'INSTAT a approché l'Agence pour la Promotion des investissements (API) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

L'API utilise en général les statistiques dans le domaine de l'économie et des finances. Les données de base sont utilisées en général.

Les statistiques proviennent principalement de l'INSTAT, des CPS et des Ministères.

L'accès aux données est facile et se fait généralement

sur support papier, supports électroniques.

L'API fait généralement le déplacement chez le producteur pour avoir accès aux informations. Mais il arrive aussi que le producteur l'envoie sous forme de courrier.

L'API entretient de bonnes relations de collaboration avec l'INSTAT, mais pas avec les autres structures du SSN. Cependant l'API n'a pas de contact particulier au sein de l'INSTAT. L'API pense que les données produites par l'INSTAT sont de bonnes qualités mais d'accès difficile

Les chiffres utilisés le sont à titre médiatique pour informer ou retransmettre l'information vers des tiers et à titre analytique pour comparer des situations dans le temps.

L'API a déjà utilisé les données statistiques produites par l'INSTAT pour faire des notes techniques à la hiérarchie sur des dossiers spécifiques.

L'API pense que les données manquantes portent sur les statistiques des PME au Mali et leur domaine d'activité.

L'API est satisfait des données utilisées et souhaite qu'elles soient améliorées en termes de qualité et de délai de production.

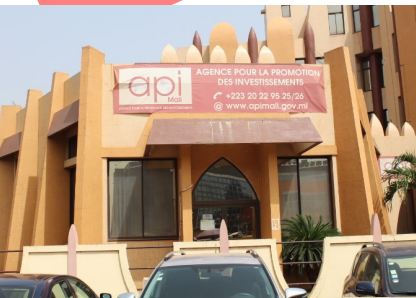
L'API pense que les facteurs limitant l'utilisation des statistiques sont de trois ordres :

- la non disponibilité à temps ;
- la difficulté d'accès ;
- le manque d'information sur la diffusion

L'API aimerait disposer des informations relatives aux agrégats macro-économiques, aux entreprises et aux investissements directs étrangers (IDE).

L'API pense que, pour rendre plus accessibles ses données, l'INSTAT doit les publier sur le site web à une périodicité connue.

L'API serait intéressé par une formation de 3 à 4 personnes à l'utilisation des logiciels statistiques sous forme d'ateliers d'une semaine. Il pourrait également être intéressé par des sessions de formations au cours desquelles les principaux sujets à aborder porteront sur l'économie, le social, les investissements nationaux et



Agence pour la Promotion des Investissements

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73

Fax : (+223) 20 22 71 45

E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement est notre passion



Directeur de publication

Harouna KONE

Rédacteur en Chef

Souleymane KEITA

Comité de rédaction

Moussa TRAORE

Mahamadou BAGAYOKO

Boubacar DEMBELE

**Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat.gov.ml**